

PRÉSIDENCE  
DE LA  
RÉPUBLIQUE

PARIS, le 12 juillet 1994

Rw  
Besnie

W

*Le Général*  
*Chef de l'Etat-Major Particulier*

N O T E

-----

à l'attention de  
Monsieur le Président de la République

O B J E T : Votre entretien avec le Premier ministre le  
mercredi 13 juillet à 09 H 30.

1. Rwanda

Le Premier ministre s'est entretenu lundi à New-York avec M. Boutros-Ghali. Il a insisté pour que les premiers déploiements de la MINUAR renforcée se fassent dans la zone humanitaire afin que nous puissions engager le retrait du détachement Turquoise dès la deuxième quinzaine de juillet. Le mandat qui nous est confié court en effet jusqu'au 20 août mais le désengagement de nos forces devra être progressif et nécessitera près d'un mois. Dès la fin juillet, l'essentiel du détachement Turquoise devrait être stationné au Zaïre, assurant le soutien logistique du bataillon interafricain mis sur pied par nos soins.

M. Boutros-Ghali a rendu hommage à l'action de la France et a exprimé sa confiance quant au renforcement rapide de la MINUAR qui devrait être effectif à la fin août.

M. Balladur a également plaidé pour un engagement massif du H.C.R. et du Programme alimentaire mondial (PAM) au Rwanda.

Sur le terrain, des contacts directs permanents ont été établis entre le Général Lafourcade et le chef militaire du F.P.R. afin d'éviter tout incident en limite de la zone humanitaire.

La perspective d'un cessez-le-feu reste incertaine tant que le F.P.R. se refuse à accorder un minimum de garanties aux chefs militaires des forces armées rwandaises (F.A.R.).

Un contact sera pris avec M. Museveni pour le remercier des pressions qu'il a déjà exercées sur le général Kagame et lui demander d'intervenir une nouvelle fois pour fléchir l'intransigeance du F.P.R.

Les contributions étrangères à l'opération Turquoise restent très modestes à ce jour : 100 Sénégalais et 10 médecins et infirmiers mauritaniens. Sept observateurs égyptiens devraient les rejoindre dans les quarante-huit heures.

M. Roussin a proposé le 12 juillet au Premier ministre un projet d'équipement et de transport du bataillon interafricain appelé à renforcer, puis remplacer partiellement le détachement Turquoise. Le coût estimé est de 75 millions de francs. Le Premier ministre devrait se prononcer incessamment sur le projet.

Enfin, l'engagement des organisations humanitaires reste très modeste en dépit de nos appels répétés.

## 2. Ex-Yougoslavie

La situation est calme en Bosnie à l'exception de la poche de Bihac où les affrontements inter-musulmans se poursuivent. Les belligérants semblent vouloir prolonger la trêve instaurée le 10 juin pour une nouvelle durée d'un mois.

En Croatie des manifestants, soutenus par la police et les douanes, continuent à bloquer les secteurs contrôlés par la Forpronu. Ces mouvements, liés aux revendications sur la Krajina, pourraient se poursuivre jusqu'à l'expiration du mandat de la Forpronu fin septembre.

M. Juppé devait évoquer ce point à Zagreb le 12 juillet. Le 13 juillet il doit se rendre, en compagnie de M. Hurd, à Sarajevo, Pale et Belgrade pour convaincre les parties de la nécessité d'accepter le plan de paix avant le 19 juillet.

Les Américains semblent décidés à ne pas se satisfaire d'une réponse évasive des Serbes et ils l'interprèteront comme un refus. Dans cette optique, ils demandent une concertation avec les alliés sur l'aggravation des sanctions.

L'OTAN s'est déclarée favorable au plan de paix mais la planification actuelle est surtout consacrée aux zones d'exclusion et aux frappes aériennes.

La cellule de planification de la Forpronu étudie de son côté les conséquences pour ses unités de la mise en oeuvre du plan de paix.

Dans les prochains jours, si le plan de paix est accepté, les problèmes de commandement et de coordination entre l'OTAN et la Forpronu se poseront à nouveau.

Général QUESNOT